

# **le pouvoir aux travailleurs**

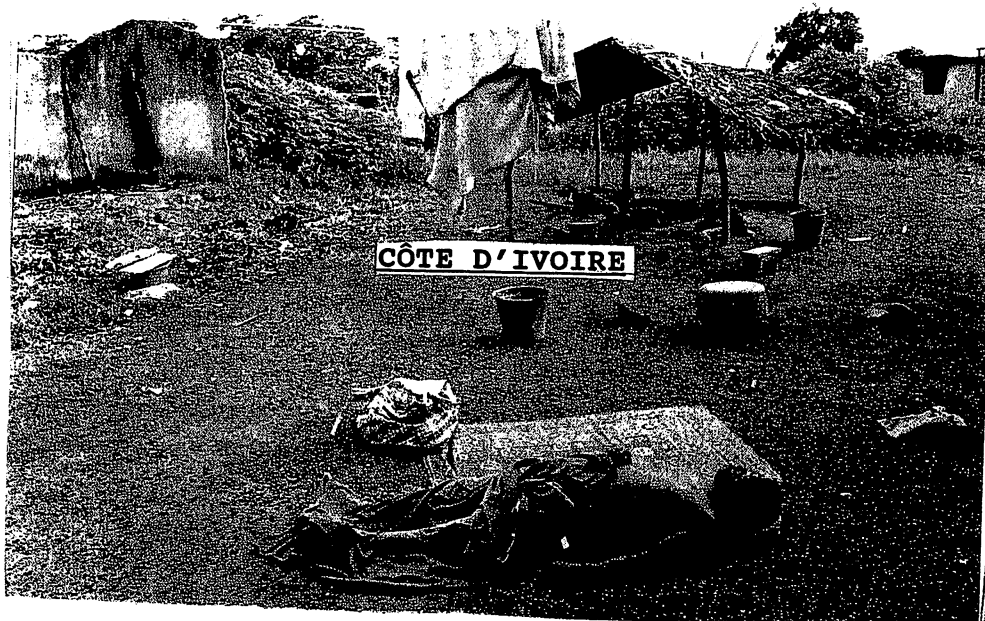
**mensuel trotskyste**

**UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES**

ISSN 0241 0494

LE 06 JUIN 2005 N° 318

PRIX 0,60 Euros



**APRES LES MASSACRES DE DUEKUE**

**CEUX QUI CRIENT VENGEANCE SONT**

**DES ENNEMIS DES CLASSES PAUVRES**

**SOMMAIRE AU VERSO**

**S O M M A I R E****é d i t o r i a l**

Page 2  
Editorial

Page 4  
Côte d'Ivoire: cinéma  
de politiciens

Page 6  
Sénégal: un régime  
qui tolère de moins  
en moins les  
critiques

Page 8  
Mali: le spectre de  
la famine menace de  
nouveau

Page 10  
Des travailleurs  
victimes de trafics  
de faux billets

Page 12  
Il y a 30 ans, les  
colonies portugaises  
accèdent à l'indépen-  
dance

**ABONNEMENT**  
**FRANCE:**

1 an : 14 euros  
Le paiement se fait  
uniquement en liquide  
ou en timbres-poste  
courants.

**ETRANGER :**

Même tarif mais  
uniquement en  
coupons-réponses  
internationaux.

**ADRESSE :**

Le PAT B.P. 42  
92114 CLICHY Cedex

**CÔTE D'IVOIRE**

**APRES LES MASSACRES DE DUEKUE  
CEUX QUI CRIENT VENGEANCE SONT  
DES ENNEMIS DES CLASSES PAUVRES**

Après les massacres de Duékoué les autorités gouvernementales ont invité les journalistes à venir photographier les cadavres en putréfaction à Guitrozon et à Petit-Duékoué, avec d'autant plus d'empressement qu'elles ont vite fait de mettre cette barbarie sur le compte des "rebelles". Cet étalage macabre en dit long sur les bas sentiments qui animent les dignitaires du régime. En faisant cela, ils savent que ça ne peut que mettre de l'huile sur le feu, susciter la vengeance et ouvrir la voie à d'autres massacres.

Ils savent tous que la situation à Duékoué est explosive depuis quelques mois. Non seulement ces massacres étaient prévisibles mais pour ainsi dire programmés. Danon Djédjé, un des proches collaborateurs de Gbagbo avait été même envoyé précisément à Duékoué il y a à peine plus d'un mois, tellement le danger d'une déflagration inter ethnique était menaçant. Mais rien n'a été fait pour désamorcer la situation. Encore aujourd'hui, les dirigeants savent que ces derniers massacres de Duékoué en alimenteront d'autres. Parce que c'est comme un incendie. Un foyer peut être à l'origine d'autres foyers et peut embraser toute une région, si des mesures adéquates ne sont pas prises à temps.

Or, qu'est-ce qui se passe à Duékoué? Cette région est passée des mains des "rebelles" à celles des forces favorables à Gbagbo. Cette situation a non seulement entraîné des règlements de comptes et des tueries, mais aussi des spoliations. Des terres ont été aussi arrachées aux Dioula, aux Burkinabé et aux Baoulé. Depuis, cette région est sous tension, allant de vengeance en vengeance. Il y a à peine plus d'un mois, suite à une grève des transporteurs et des commerçants qui protestaient contre les rackets des forces gouvernementales, plusieurs Dioula et des Burkinabé ont été massacrés par des

autochtones" sous le regard des forces armées qui ont laissé faire. Depuis, les choses se sont aggravées.

Quelques jours seulement avant les massacres des populations Wè de Guitrozon et de Petit-Duékoué, quatre ressortissants dioula avaient été tués. Dès le lendemain, en représailles, il y a eu le massacre d'une dizaine de personnes à Belleville, un autre quartier de Duékoué.

Malgré tous les faits établis démontrant le caractère ethnique du conflit, Gbagbo et son parti, le FPI, parlent d'attaque "rebelle" sur Duékoué. Avec ce langage ils ne règlent aucun problème, mais en créent d'autres. Voilà pourquoi les dirigeants de ce parti portent une lourde responsabilité dans les massacres qui ont eu lieu et ceux à venir.

Les forces armées gouvernementales, comme tout le monde a pu le constater, sont là tout juste pour racketter les populations pauvres et profiter de la guerre pour faire des affaires. Aucun militaire, à commencer par les officiers, ne sera poursuivi pour ses actes et encore moins pour "non-assistance à personnes en danger". Pas plus, d'ailleurs,

les forces de l'ONU basées dans la région et qui ont tout aussi passivement laissé agir les massacreurs. Il devient dès lors clair qu'elles sont seulement là pour défendre les intérêts des possédants au cas où ils seraient menacés.

Quant aux partis politiques dit d'opposition, au même titre que le FPI, ils sont tous responsables à un niveau ou à un autre de la situation actuelle du pays et sont capables d'alimenter le feu et créer les conditions d'une guerre ethnique généralisée.

Le foyer d'incendie inter ethnique de Duékoué peut se propager à tout moment jusqu'au coeur de la capitale. Et si par malheur les quartiers populaires s'embrasaient, il ne faudrait compter ni sur nos politiciens, ni sur les forces de l'ordre gouvernementales ni sur les forces onusiennes pour empêcher les massacres. Il se peut que ça et là des bandes s'organisent sous prétexte de "défendre le quartier" mais sur des bases ethniques. Il faudra s'en méfier. Les travailleurs, quelle que soit leur origine ethnique, leur région ou leur pays d'origine, n'ont aucun intérêt à laisser pénétrer le poison de la haine ethnique dans leurs rangs.

### CÔTE D'IVOIRE

## **L'ARMÉE IVOIRIENNE ET LES FORCES DE L'ONUCI PASSIVES DEVANT LES MASSACRES**

L'ouest du pays est à nouveau à sang depuis la nuit du mardi 31 mai, date à laquelle des inconnus ont attaqué deux villages guérés faisant une soixantaine de morts et des centaines de blessés selon les chiffres officiels.

Depuis le début de cette crise armée, les habitants de cette région qui s'étend de Duékoué en passant par Guiglo jusqu'à Toulépleu, sont pris en tenaille par les politiciens. Mais la raison principale qui fait que

les conflits y sont particulièrement aigus et souvent violents, est le problème dit du "foncier rural". Une forte communauté de Baoulé, de Dioula du nord mais aussi de Maliens et Burkinabé s'est installée dans les forêts, avec l'encouragement des autorités, pour y pratiquer l'agriculture. Certains y sont depuis des décennies. Cette région est devenue depuis quelques années la "nouvelle boucle du cacao". De ce fait la terre y est de plus en plus convoitée. Cette situation a alimenté la crise. Et la crise elle-même a précipité et aggravé les conflits inter ethniques avec comme toile de fond la question foncière.

Le dernier massacre en date est une suite de vengeance comme c'est le cas fréquemment dans cette partie du pays. En effet, une semaine avant le 31 mai, quatre jeunes Dioula ont été assassinés dans cette localité et c'est en représailles à ce crime que des inconnus ont attaqué nuitamment les deux villages. A

Petit-Duékoué ils ont fait une vingtaine de morts et à Guitrozon une cinquantaine. De représailles en représailles, les Guérés se sont encore attaqués le lendemain à la population dioula vivant dans la ville de Duékoué faisant plus d'une vingtaine de morts.

Aujourd'hui c'est dans un engrenage infernal que les populations des deux communautés sont jetées. Pour se venger, elles font régulièrement appel à différentes milices. D'un côté, c'est la confrérie «dozo» composée de chasseurs traditionnels munis de fusils. De l'autre, ce sont les différents groupes comme le GPP, le FLGO etc. Chacune de ces milices agit en même temps pour son propre compte.

Face à cette escalade de violence, l'armée ivoirienne comme les Casques bleus de l'ONU (appelées abusivement "forces impartiales") ont toujours été indifférents aux cris de douleur des populations. Elles font semblant d'agir une fois que les massacres ont été perpétrés.

## CÔTE D'IVOIRE

### CINÉMA DE POLITICIEN

Gbagbo a effectué une tournée dans quelques pays africains. Au Rwanda, il en a profité pour visiter le Centre commémorant le génocide rwandais. Rappelons que ce génocide a fait près d'un million de morts. Ce fut l'occasion pour Gbagbo de souhaiter "que cela ne se reproduise plus. Ni en Afrique, ni ailleurs dans le monde". Ces paroles sont justes. Mais lorsqu'elles viennent d'un président qui est en train de réunir lui-même dans son pays, tous les ingrédients d'une guerre

inter ethnique, on ne peut qu'être choqué.

Il n'est pas de jour où les médias d'Etat ou de l'opposition n'attisent la haine, le tribalisme, la rancœur entre les populations. On pense immédiatement à la tristement célèbre "Radio Mille-collines" qui, au Rwanda, avait réussi à fanatiser ceux qui allaient commettre le génocide plus tard. En Côte d'Ivoire, l'odeur nauséabonde qui émane de la plupart des médias ayant pignon sur rue n'augure rien de bon. Le

président lui-même ne fait rien pour calmer les choses. Bien au contraire. Comme exemple, il n'a rien trouvé de mieux suite aux massacres de Duékoué, que d'accuser sans preuves les rebelles. Ce qui n'est pas de nature à calmer les esprits. Actuellement, les milices armées

prolifèrent alors qu'on sait le rôle actif que ce genre de milices ont joué dans le génocide rwandais. Alors, au lieu de faire semblant de "pleurer" sur le génocide rwandais, le président ivoirien ferait mieux de ne pas laisser ses propres partisans se comporter en xénophobes.

### CÔTE D'IVOIRE

## **LOI SUR LE STATUT DES ANCIENS PRÉSIDENTS ET DES DIGNITAIRES DE L'ÉTAT ILS SE SUCRENT SUR LE DOS DE LA POPULATION**

Les députés sont en train de voter une loi sur le statut des anciens chefs d'Etat, présidents des institutions, anciens Premiers ministres, ministres ainsi que pour les députés eux-mêmes quand ils seront à la retraite.

Bien des gens sont à juste titre, choqués par cette proposition de loi qui attribue la «part du lion» à ces messieurs qui n'ont rien fait d'autre que de piller les deniers publics. Les chiffres sont tellement mirobolants que c'est scandaleux et même insultant pour les travailleurs qui suent du matin au soir (et encore quand ils ont la chance de trouver du travail) et qui à la fin du mois n'ont qu'un maigre salaire pour faire vivre toute une famille. Comment des gens déjà nantis peuvent-ils s'arroger des sommes comme 10 millions de Fcfa/mois pour les anciens chefs d'Etat, 6 à 7 millions pour les anciens présidents d'institution et Premier ministre et un million et plus pour les ministres et députés? Et il y a même des députés qui trouvent que ce traitement est peu. C'est le cas du président du groupe parlementaire «Solidarité». Il

ajoute que: «aujourd'hui un président qui perd une élection peut facilement accepter le résultat. Puisqu'il sait que ses vieux jours sont assurés avec cette loi.».

Pendant que tout ce beau monde pioche allègrement dans les caisses de l'Etat, ils demandent aux petits employés de l'Etat de se serrer la ceinture. Depuis plus de 25 ans, les salaires sont restés bloqués pour la majorité d'entre eux. Quant au secteur privé, les contrats se sont précarisés avec l'onction des différents gouvernements. Aujourd'hui comme on le dit, l'ensemble des travailleurs «tirent le diable par la queue». Salaire insuffisant d'un côté et, de l'autre côté les prix des denrées, du transport, de l'eau, de l'électricité, etc qui ne cessent de monter. Le pays, avant même la guerre, manquait partout d'infrastructures nécessaires pour la population. Pas d'écoles en quantité suffisante, des routes de plus en plus impraticables, les moyens de transport urbain en état de vétusté avancée, des hôpitaux sans matériels, le personnel de l'éducation et de la santé en nombre insuffisant. La liste de

ces problèmes est très longue à citer.

Ces gens qui nous dirigent et

qui s'attribuent des privilèges sur le dos de la population méritent vraiment un coup de colère du monde du travail.

## SÉNÉGAL

### UN RÉGIME QUI TOLÈRE DE MOINS EN MOINS LES CRITIQUES

Le 30 mai dernier, Abdourahim Agne, dirigeant du Parti de la réforme (PR, opposition), a été arrêté et inculpé d' "atteinte à la sécurité de l'Etat". Son tort c'est d'avoir appelé les Sénégalais à "descendre par millions dans les rues pour exiger le départ du président de la République". Pour protester contre cette arrestation arbitraire, les partis de l'opposition ont prévu de faire une marche le 11 juin à Dakar.

Cette arrestation est une illustration du durcissement des réactions de Wade à l'égard de toute critique mettant en cause sa gestion autocratique et clanique du pouvoir. Même les journalistes sont constamment menacés d'être poursuivis en justice quand ils osent mettre en cause la probité de Wade. Un cinéaste, Joe Gaï Ramaka, vivant en France mais de passage à Dakar pour tourner un film tiré d'une adaptation d'un livre d'Abdou Latif Coulibaly qui ne ménage pas Wade, subit actuellement des tracasseries policières dignes d'un régime dictatorial.

Le 24 mai dernier des policiers l'interpellent. Il subit cinq heures d'interrogatoire au commissariat. Il est convoqué de nouveau pour le lendemain et le surlendemain. On lui a fait savoir que s'il revient sur des affaires déjà amnistiées il sera en situation d'illégalité. L'écrivain

Abdou Latif Coulibaly a failli aller en prison lorsqu'il a publié, en juillet 2003, son livre contre Wade. Le pouvoir a fait marche arrière au dernier moment car il craignait le tollé que cette arrestation allait provoquer.

Cette irritabilité particulièrement sensible ces derniers temps de Wade à l'égard des critiques survient au moment où son propre parti, le PDS, est miné par des querelles intestines. C'est une atmosphère de fin de règne qui se dessine. Le 25 avril dernier, 12 députés se sont détachés du PDS pour constituer leur propre groupe parlementaire. Ils roulent pour Idrissa Seck, ancien Premier ministre et ex bras droit de Wade, limogé en avril 2004. Idrissa Seck essaie de tirer vers lui des cadres du PDS dans l'objectif de se positionner pour la succession de Wade. A la prochaine élection présidentielle prévue pour 2007, Wade aura 81 ans. Il n'a pas encore dit qu'il sera ou pas candidat. Il a tout juste déclaré qu'il n'était pas "obnubilé par [sa] candidature". La bataille pour la succession est-elle déjà ouverte? C'est possible. Même les dirigeants des autres partis d'opposition qui s'étaient alliés en 2000 au PDS de Wade pour parvenir au pouvoir, quittent l'un après l'autre le bateau de Wade à la dérive. Amath Dansoko et Abdoulaye Bathily sont déjà partis. Demain peut-être

Landing Savané? On assiste à une nouvelle coalition, cette fois-ci



Wade (à droite)  
et Idrissa Seck (à gauche)

autour du Parti Socialiste dirigé par Tanor Dieng. Le climat actuel rappelle celui de la fin de règne de Diouf en 1999 et 2000 où la plupart de ses propres alliés le lâchaient un à un pour rejoindre l'opposition dirigée alors par Wade. La seule différence c'est que ceux qui sont dans l'opposition aujourd'hui étaient au pouvoir à l'époque.

Tandis que les partis d'opposition, le PS en tête, redoublent de critiques sur la "mal gouvernance" du Sénégal et veulent faire oublier qu'eux avaient gouverné sans interruption le pays depuis l'indépendance, contre les intérêts des couches défavorisées de la population et s'en sont mis pleins les poches, le parti de Wade au pouvoir, lui, redouble dans la démagogie et dans les fausses promesses. Dans 5 ans le Sénégal sera auto-suffisant en riz! Dans quelques années il n'y aura plus de problème d'eau potable dans l'agglomération

Dakaroise! Wade va donner la terre aux jeunes chômeurs pour qu'ils la cultivent! A chaque inauguration Wade est en première ligne devant les caméras et il se lance des fleurs y compris sur des réalisations dans lesquelles il n'y est pour rien. C'est le cas tout dernièrement de l'inauguration d'une cimenterie à Pikine. En revanche, là où son gouvernement peut agir c'est toujours contre les classes populaires. C'est le cas par exemple dans la Santé. Les employés des hôpitaux se battent depuis des mois voire des années pour l'amélioration de leurs conditions de travail et aussi pour des augmentations de leur salaire. Le gouvernement laisse la situation pourrir. C'est ainsi que le principal hôpital public de Dakar, l'hôpital Le Dantec, s'est dégradé au fil des ans. Le matériel est vétuste, les médicaments font défaut et les employés sont obligés de faire payer les patients pour des soins qui devraient être gratuits. Depuis le mois de février plusieurs grèves ont eu lieu dans cet hôpital comme dans d'autres en province. La seule réponse du gouvernement c'est qu'il faut "négocier". Alors les dirigeants syndicaux et le ministre de tutelle, en l'occurrence celui de la Santé, organisent des tables rondes qui ne donnent rien. En cinq ans Aboulaye Wade a remplacé 6 ministres de la santé. Dans l'enseignement les revendications portent également sur les salaires mais aussi sur les conditions de travail.

Tout comme son prédécesseur "socialiste" au pouvoir, Wade se moque des conditions d'existence des classes populaires. Les travailleurs, les petits paysans et l'ensemble des petites gens qui survivent en faisant des petits boulots ou en vendant des marchandises le long des

trottoirs, sont abandonnés à leur sort. Ils ne peuvent ni compter sur le pouvoir actuel ni sur ceux qui se préparent à l' "alternance" pour améliorer leurs conditions

d'existence. Ils ne peuvent se défendre qu'en se mobilisant et en luttant ensemble contre l'injustice et contre l'exploitation.

## M A L I

### LE SPECTRE DE LA FAMINE MENACE DE NOUVEAU

Pendant que le ministre de l'agriculture malien fait des blablas sur son projet de transformer le pays en futur "grenier du Sahel", la famine fait déjà des ravages dans certaines régions, notamment dans celles de Kayes, Koulikoro, Mopti, Tombouctou, Gao et surtout Kidal.

La sécheresse aggravée par l'invasion des criquets a ruiné les récoltes. Plus d'un million de personnes sont menacées. Les autorités ont lancé un cri de détresse en vue d'obtenir des aides internationales. Rappelons que pendant que les criquets envahissaient d'immenses zones au Mali, son président fanfaronnait alors en disant qu'il contrôlait la situation et qu' "il n'y aura pas de famine au Mali". Aujourd'hui, même si l'aide internationale a permis provisoirement d'éviter la catastrophe, il faut s'attendre à l'aggravation de la situation jusqu'à la prochaine récolte. Il faut espérer ensuite que les pluies soient favorables et que les criquets ne reviennent pas

massivement. Dans la plupart des régions sinistrées les familles ne survivent que grâce à l'aide de plus en plus accentuée des travailleurs émigrés. Elles ne peuvent même pas compter sur le gouvernement que ce soit pour amener l'eau potable dans les villages ou pour construire des maternités, des dispensaires ou toute autre infrastructure utile comme les écoles. Tout est réalisé par les travailleurs qui s'organisent comme ils peuvent afin de pallier les carences de l'Etat. En revanche lorsqu'il s'agit d'inaugurer les réalisations effectuées par les travailleurs, là on voit les ministres ou les dignitaires du régime. Lorsqu'il s'agit aussi de soutirer de l'argent aux travailleurs émigrés venus rendre visite à leurs familles, on voit aussi les policiers et les douaniers s'en donner à coeur joie à toutes sortes de tracasseries. Ils se comportent comme des racketteurs et bénéficient de l'indulgence de leurs supérieurs qui volent eux aussi, et à un niveau autrement plus important.



T C H A D**DEBY MAGOUILLE POUR BRIGUER UN TROISIÈME MANDAT**

“Je ne serai pas candidat aux élections présidentielles de 2006. Je ne changerai pas la constitution, même si j’ai une ma-



Idriss Déby

jeorité de cent pour cent”, c’est ce qu’avait déclaré Idriss Déby lors de la dernière campagne présidentielle en 2001. Depuis, il semble avoir oublié cette déclaration.

Car le 6 juin, les populations sont appelées par voie référendaire, à se prononcer sur la suppression d’un article de la constitution qui stipule qu’un président ne peut être réélu qu’une seule fois. Or son deuxième mandat expire en 2006.

Les dés sont pipés à l’avance pour que le “oui” l’emporte. D’abord les votants: selon les autorités, 5,6 millions de personnes sont déjà inscrites. Or sur environ 9 millions d’habitants, seuls moins de 45 % seulement sont en âge de voter. Déjà le pouvoir a pensé à des électeurs fictifs; puis il y a les intimidations. Une unité spéciale de police composée essentiellement

d’éléments tchadiens, créée par la France soi-disant pour assurer la sécurité pendant le vote risque de menacer les électeurs partisans du “non”. Enfin le nombre des députés à l’Assemblée Nationale: 113 appartiennent au MPS, le parti de Déby, contre seulement 42 de l’opposition. S’il y a bourrage des urnes ou s’il y a manque de bulletins “non” dans des bureaux de vote, ce ne sera pas les députés MPS qui voteront l’annulation du scrutin si l’opposition parle d’irrégularités.

Mais ce référendum ne constitue pas la principale préoccupation de la population. “Pourquoi voulez-vous que j’aie voter?”, dit un Ndjaménois. “Je n’ai pas perçu mon salaire depuis deux mois. Je crois avoir mieux à faire ailleurs que de perdre mon temps à faire la queue pour rien”.

Il est vrai que pour de nombreux travailleurs et de petites gens, la principale préoccupation, c’est d’abord de survivre, au jour le jour. Survivre, c’est se battre tous les jours pour la nourriture et l’eau potable. Ce qui n’est pas à la portée de la majorité des déshérités, même de ceux qui travaillent pour de maigres salaires à partager entre les familles nombreuses. Sans compter les 200 000 réfugiés de la région du Darfour parmi lesquels de nombreux Tchadiens qui vivent dans des conditions très précaires. Certaines populations de l’Est du Tchad sont obligées de partager leurs maigres ressources avec eux.

## DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS VICTIMES DES TRAFICS DE FAUX BILLETS DE FRANCS CFA

En avril 2002, des travailleurs immigrés en vacances à Dakar et Tambacounda (Sénégal) qui ont placé leurs économies de plusieurs années à la banque, sont aussitôt arrêtés. Motif : les bil-

se présentent comme "hommes d'affaires internationaux". Vingt autres victimes, malgré la honte d'être floués et la peur d'avoir en leur possession de faux billets, ont osé porter plainte. Le cas d'une autre victime originaire de la région de Bakel, considérée comme un "sage" dans son foyer est à signaler : il a collecté les économies des travailleurs de son village, près de 111 295 euros pour les échanger.

Huit de ces trafiquants de seconde zone ont été arrêtés mais les "grosses têtes", ceux-là mêmes qui organisent ce genre de trafic malsain courent toujours après avoir échappé au filet tendu par la police. Ce sont certainement des gens haut placés, qui ont des complicités avec le monde de la finance internationale et le milieu politique.

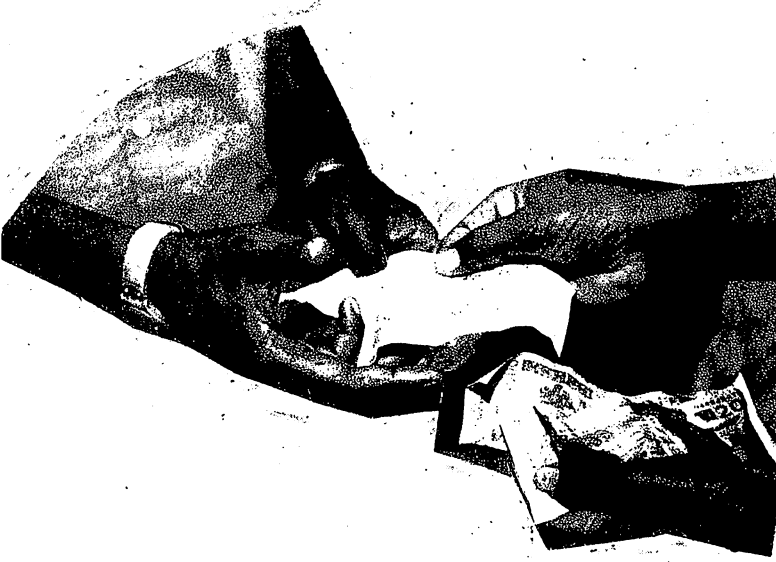
lets de 10 000 francs CFA qu'ils ont rapportés de France étaient des faux. C'est la stupeur et la consternation. Voilà des années d'économie de ces travailleurs qui ont sué au travail pour les acquérir, parties en fumée.

Ces travailleurs immigrés ont été victimes d'un réseau international de faux billets. Il semble que 500 millions de francs CFA de ces faux sont en circulation. Des agents, malfrats de seconde zone, sont recrutés dans le milieu africain et autre, se rendent dans certains foyers des travailleurs africains pour leur proposer ce vilain service : échanger de faux billets de francs CFA contre des euros.

Des victimes en courroux parce que bernés, ont tendu des pièges à ces petits revendeurs qui

Si aujourd'hui des travailleurs immigrés sont victimes de ce trafic, c'est aussi à cause de la politique financière du gouvernement français. Avant, les travailleurs immigrés qui se rendaient en Afrique échangeaient directement leur argent à la Banque de France. Celle-ci a décidé d'arrêter cet échange, ce qui a permis la création sinon le développement des réseaux informels d'échange dont sont victimes aujourd'hui les travailleurs immigrés.

Les victimes seront-elles remboursées ? Ce n'est pas certain si l'on se réfère à l'exemple d'Abidjan ou de Bamako. A Korogho (nord de la Côte d'Ivoire) des billets de francs CFA ont été pillés et mis en circulation. Les gammes de ces



billets avaient été retirées du marché. Les petits commerçants qui se retrouvaient avec ces billets subitement "démonétisés", à Abidjan ou à Bamako, n'ont pas été remboursés par les banques. De plus on les soupçonne d'être de

mêche avec les trafiquants.

C'est ce qui attend vraisemblablement les travailleurs immigrés victimes du trafic des faux. En plus d'avoir perdu leurs économies, ils risquent des poursuites.

## DES MESURES CONTRE L'IMMIGRATION

Depuis le 11 mai dernier, l'ex-ministre de l'Intérieur, de Villepin, a présenté une soi-disant de nouvelles mesures contre l'immigration. Ce n'est pas du tout une nouvelle politique. En fait ce sont des mesures qui vont dans le même sens que celles de Pasqua, Chevènement et Sarkozy. Il appelle cela "plan de lutte contre l'immigration clandestine".

Ainsi ce monsieur prévoit de renforcer les contrôles des sans-papiers en créant une police spéciale de l'immigration. Il s'agira de faire la chasse systématique aux sans-papiers et de procéder à leur expulsion. Le PAF (police aux frontières) sera l'acteur principal de cette basse besogne. L'effectif de cette police est déjà augmenté de 600 hommes. Il faut s'attendre à ce que les scènes d'expulsion violentes qui sont monnaie déjà courante se multiplient aux frontières.

Déjà tout dernièrement une petite fille de 5 ans est restée pendant trois jours dans la zone d'attente de Roissy avant de retrouver sa famille à Paris. De même que 12 sans-papiers ont dû faire une grève de la faim de plus de 50 jours pour que l'on régularise leur situation. Evidemment il y en a bien d'autres

qui se sont fait expulser manu-militari sans que personne ne sache. En France, selon les chiffres officiels il y a de 200 à 400 000 sans-papiers. Selon cette mesure, le gouvernement compte expulser 20 000 par an.

En plus de cette mesure policière, de Villepin a prévu de rendre plus difficile l'obtention des visas pour la France, même pour de courts séjours, pour des personnes qui veulent venir en visite en France. Les formalités se sont compliquées et des contrôles plus renforcés. C'est la même chose pour les mariages qui se sont effectués à l'étranger. Ils ne seront pas automatiquement reconnus en France.

En fait toutes ces mesures sont déjà en pratique dans les administrations préfectorales et municipales. De Villepin ne fait qu'annoncer sous forme de lois ce qui se pratique dans la réalité.

De toute façon cette situation est révoltante. Nous devons soutenir les sans-papiers qui luttent pour la régularisation de leur situation. Leur lutte serait plus efficace si les travailleurs immigrés et français sont nombreux pour faire pression sur le gouvernement.

## IL Y A 30 ANS, LES COLONIES PORTUGAISES D'AFRIQUE ACCÉDAIENT A L'INDÉPENDANCE

En juin et juillet 1975, le Mozambique puis les Iles du Cap Vert accédaient à l'indépendance. Cette voie a été ouverte par la lutte armée dirigée par Amilcar Cabral en Guinée Bissau. Cabral fut assassiné en 1973, mais la lutte de guérilla armée menée par son parti, le PAIGC a fini par arracher officiellement l'indépendance en 1974 après avoir tenu en échec les détachements armés de la dictature portugaise. L'Angola, le pays le plus important des possessions portugaises, à la fois par sa taille et par l'importance de ses richesses, n'accédera à l'indépendance que le 11 novembre 1975.

Les peuples de tous ces pays ont fait preuve d'une détermination exemplaire et de beaucoup de courage pour continuer la lutte malgré la répression féroce exercée par la police politique, la PIDE. Une chape de plomb s'exerçait contre tous ceux qui s'opposaient au régime autoritaire non seulement dans les colonies mais au sein même de la métropole.

Le dictateur militaire Caetano dans la droite ligne de son prédécesseur Salazar, autoritaire et anti-communiste, voulait continuer coûte que coûte la politique de grandeur coloniale. Cette politique se révélait d'année en année ruineuse pour l'économie moribonde de la petite puissance coloniale de dernier rang que constituait le Portugal des années 1970.

Il a fallu qu'une conjuration d'officiers finisse par renverser le régime honni de Caetano au cours de la "Révolution des

oeillets" en 1974 pour que les indépendances soient enfin accordées.

### Les organisations nationalistes

En Angola, la lutte pour l'indépendance a été menée par le MPLA de Agostino Neto. C'était une organisation nationaliste radicale dirigée par des intellectuels détachés des traditions tribales. Cette organisation fut concurrencée par l'UNITA de Jonas Savimbi dans le centre du pays, tandis que le FNLA de Roberto Holden contrôlait le Nord. Ces deux organisations étaient implantées sur des bases ethniques et bénéficiaient du soutien des grandes puissances impérialistes ainsi que de celui du régime d'Apartheid d'Afrique du Sud. Le MPLA quant à lui était soutenu par l'URSS épaulée par le régime cubain.

Au Mozambique c'est le Frelimo de Samora Machel qui dirigea la lutte de guérilla. Le jeune Etat mozambicain pauvre et affaibli au sortir de la lutte pour l'indépendance a dû faire face à une opposition armée fomentée de toute pièce par le régime raciste de l'Afrique du Sud voisin et par celui de la Rhodésie (Zimbabwe avant l'indépendance).

### L'émancipation nationale a été acquise.

Les dirigeants nationalistes même radicaux comme le furent Neto et Samora Machel ont tourné le dos à la classe ouvrière. Celle-ci a mené des luttes importantes sous la domination portugaise notamment une grande grève en septembre 1973 à Luanda. La politique du MPLA a consisté à utiliser son audience

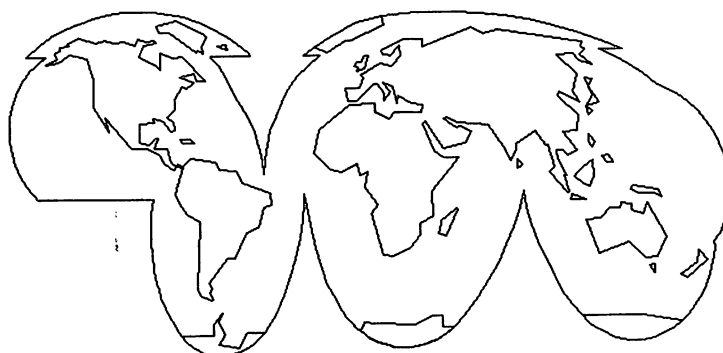
pour empêcher le développement de toute conscience de classe, au nom de l' "Unité Nationale". Le prolétariat n'était peut-être pas très nombreux dans toutes les colonies portugaises, mais il était très puissant en Afrique du Sud voisine. D'ailleurs un an après l'arrivée au pouvoir des nationalistes du Mozambique et de l'Angola une insurrection ouvrière éclata dans le town ship de Soweto. A ce moment-là l'avènement d'un pouvoir s'exerçant au nom de la classe ouvrière et dans le sens de ses intérêts, aurait pu constituer un espoir immense pour les travailleurs de toute cette région d'Afrique.

L'émancipation sociale des travailleurs reste à conquérir.

Aujourd'hui tous les pays d'Afrique ont fini par obtenir l'indépendance nationale. Les régimes d'Apartheid ont été balayés de tous leurs retranchements. Les puissances impérialistes ont dû accorder des concessions importantes sur la forme de leur domination. Mais sur le fond leur mainmise continue de

de se perpétuer avec la collaboration de tous les dirigeants actuels et des intellectuels à leur service. Toutes les variantes de régimes nationalistes, des plus modérés aux plus radicaux, se sont succédé sur le sol africain avec les résultats qu'on connaît sous forme de misère et de développement des guerres tribales de toutes sortes. Des milliers de personnes tentent de fuir comme elles peuvent misère et dictature, tant l'existence devient de plus en plus insupportable dans nos pays. Le nationalisme a fait faillite et mène à la catastrophe. Il est grand temps que les intellectuels dignes de ce nom qui n'acceptent pas la situation qui prévaut sur le continent, se détachent de l'impasse que constitue le nationalisme ou l'ethnisme. Ils peuvent utiliser leur compétence pour aider les travailleurs à s'organiser. La classe ouvrière est récente en Afrique mais elle seule constitue une force indispensable pour jeter les bases d'une société fraternelle fondée sur la satisfaction des besoins à commencer par les plus élémentaires pour tous.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.